

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES NATIONS UNIES À L'APPUI DE LA PAIX ISRAËLO-PALESTINIENNE - Plénière II

La paix est possible: définir des orientations pour aller de l'avant - Office des Nations Unies à Genève, 29 et 30 juin 2016

30 juin 2016

Genève, 30 juin (*Publié tel que reçu**) - Au début du deuxième jour de la Conférence internationale des Nations Unies à l'appui de la paix israélo-palestinienne, les participants ont débattu des nouvelles démarches prises en vue pour résoudre le conflit israélo-palestinien.

Le processus de paix israélo-palestinienne étant au point mort depuis les dix dernières années, la recherche de nouvelles démarches est d'autant plus importante, selon les participants du débat de la seconde plénière, intitulée «Nouvelles démarches en vue de résoudre le conflit israélo-palestinien», faisant partie de la Conférence internationale des Nations Unies à l'appui de la paix israélo-palestinienne, qui a eu lieu les 29 et 30 juin 2016.

Les participants ont débattu de quatre sujets.

M. DENIS BAUCHARD, ancien Ambassadeur de France en Jordanie et conseiller pour le Moyen-Orient à l'Institut français des relations internationales à Paris, a décrit l'Initiative française de 2016 en accentuant le caractère désespéré que prenait la situation. La communauté internationale, dit-il, doit presser la réouverture des négociations. En effet, il craignait que la solution de deux États devienne bientôt irréalisable sans intervention immédiate et concertée de la communauté internationale. Afin d'aller de l'avant, il a suggéré plusieurs initiatives d'études des mesures de sécurité régionales, de développement économique et l'unification des factions palestiniennes.

M. NATHAN STOCK, Directeur du Bureau pour Israël et la Palestine du Carter Center à Jérusalem, a présenté des suggestions afin de redynamiser le Quatuor pour le Moyen-Orient, composé des États-Unis, de l'Union européenne, des Nations Unies et de la Russie.

M. Stock a critiqué le Quatuor, dont l'inefficacité est, selon lui, due à de nombreux facteurs. Le leadership américain a essentiellement approuvé la politique d'implantation d'Israël sans émettre de sanctions ni aucun suivi. Pendant ce temps, l'élection du Hamas et sa gouvernance à Gaza a créé ses propres problèmes: non seulement, elle a généré des nouvelles préconditions demandées par Israël et soutenues par le Quartet, mais elle a également amené la désunion et même la guerre civile. M. Stock a suggéré que l'augmentation du nombre d'États membres, en passant d'un quatuor à un octet par l'intégration des principaux acteurs régionaux, améliorerait le processus multilatéral. La définition de critères clairs ainsi que d'un nouveau cadre, éventuellement sous la forme d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, pourrait également aider le processus de paix. Il a soutenu que cela devait obligatoirement inclure de véritables sanctions.

M. NABIL SHAATH, ancien Chef des négociations et membre du Comité central du Fatah, a évoqué l'Initiative de paix arabe. M. Shaath a indiqué que l'Initiative Arabe avait amené des propositions positives, comme la reconnaissance diplomatique d'Israël par un certain nombre d'États arabes, qui tend vers des relations pacifiques et un bénéfice mutuel, en échange de concessions-clés de la part d'Israël, comme la fin de l'occupation des territoires palestiniens, l'acceptation de l'État Palestinien et une solution pour les réfugiés.

Toutefois, il a indiqué qu'Israël avait établi ces conditions comme indispensables au début des négociations, suivant une approche qui avait échoué de manière répétitive dans le passé. Il a conclu qu'une approche plus réaliste utiliserait la politique de la carotte et du bâton en offrant des récompenses en cas de progrès, mais aussi des sanctions en cas de continuation de l'occupation ou d'autres violations des principes fondamentaux du processus de paix.

MME GALIA GOLAN, Professeuse de sciences politiques et Présidente du Programme diplomatie et étude des conflits au Centre interdisciplinaire de la Faculté de Gouvernement, Diplomatie et Stratégie à Herzliya, a présenté des suggestions quant à la redynamisation de l'Initiative de paix arabe.

Mme Golan a noté que le gouvernement israélien semblait parfois ne pas être en accord avec la

présomption répandue qu'une solution militaire ne résoudrait pas le conflit israélo-palestinien. Bien que la situation semblait intraitable, compte tenu de l'étendue des compromis, elle a observé des potentialités dans la négociation de certains accords. Ces dernières concernent des échanges de territoires, le partage de Jérusalem et la résolution de la question des réfugiés palestiniens. Bien qu'aucune de ces solutions ne soit idéale, elle a fait remarquer qu'il était temps d'avancer et que les deux parties n'étaient pas si différentes. Elle estime que l'Initiative de paix arabe pourrait être la base d'une solution pacifique.

****Traduction de la version anglaise. Pour plus d'informations, veuillez consulter l'intégralité du communiqué anglais.***

Ce document est destiné à l'information; il ne constitue pas un document officiel

M16/009F